



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/40/316
S/17194

16 mai 1985

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarantième session
Points 40, 72, 132 et 133 de la liste
préliminaire*
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET
DE LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE
INTERNATIONALE
DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU BON
VOISINAGE ENTRE ETATS
REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ENTRE
ETATS

CONSEIL DE SECURITE
Quarantième année

Lettre datée du 16 mai 1985, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation
des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement et me référant à la lettre datée du 7 mai 1985 que vous a adressée le Représentant permanent de la Thaïlande auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/40/293-S/17165), accusant le Viet Nam de vouloir annexer 17 provinces du nord-est de la Thaïlande et de faire pénétrer ses troupes en territoire thaïlandais, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte de la déclaration publiée le 10 mai 1985 par le porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam sur la question.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 40, 72, 132 et 133 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent,

(Signé) Hoang BICH SON

* A/40/50/Rev.1.

ANNEXE

Déclaration publiée le 10 mai 1985 par le porte-parole
du Ministère des affaires étrangères de la République
du Viet Nam à propos des accusations calomnieuses de
la Thaïlande

Voici que les autorités thaïlandaises accusent à nouveau les troupes vietnamiennes de violer le territoire thaïlandais. D'après elles, le Viet Nam envisagerait même d'annexer 17 provinces du nord-est de la Thaïlande.

Les milieux dirigeants thaïlandais sont coutumiers de ce genre de calomnies, qui visent en réalité à tromper l'opinion publique, laquelle exige avec insistance que la Thaïlande cesse d'utiliser, en collusion avec la Chine, les polpotistes et autres réactionnaires khmers pour faire obstacle à la renaissance du peuple kampuchéen et adopte une politique d'amitié et de coexistence pacifique envers les pays indochinois.

Le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam rejette catégoriquement toutes les accusations calomnieuses de la Thaïlande et réaffirme sa politique immuable de respect strict de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Thaïlande ainsi que son désir d'établir des relations amicales et de bon voisinage avec la Thaïlande, dans l'intérêt des peuples des deux pays et de la stabilité en Asie du Sud-Est.

Le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam estime que les conditions sont maintenant favorables pour que les parties concernées s'entendent au sujet de la création d'une zone de sécurité le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande, qui serait placée sous surveillance et contrôle internationaux, de façon à garantir la paix et la stabilité de part et d'autre de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande, comme l'ont proposé les pays indochinois.

